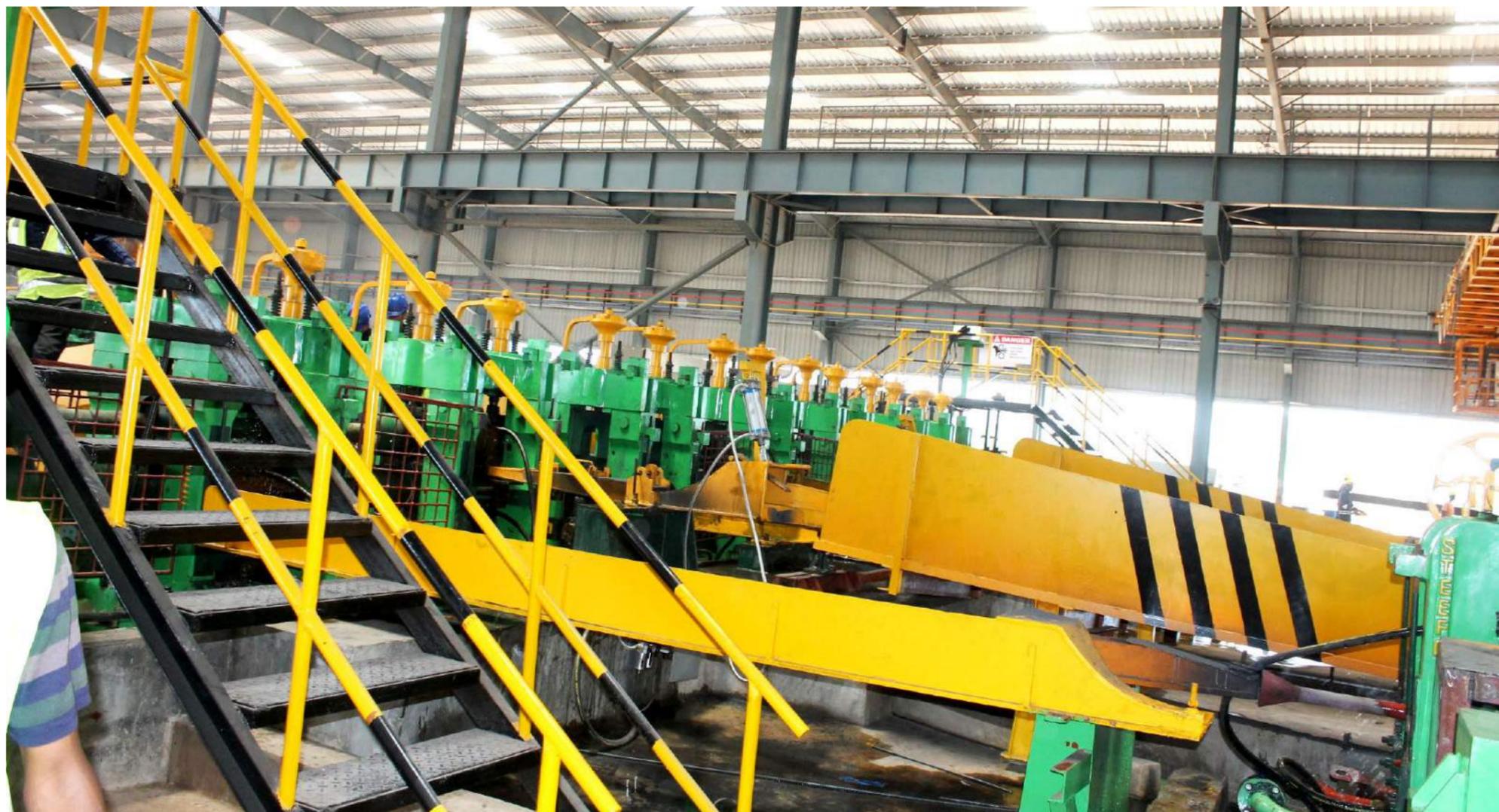


Vision Burundi 2040

Vers l'émergence de l'économie ?



A l'horizon 2040, le Burundi sera un pays paisible où chacun vivra dans des conditions décentes, où personne ne mourra d'une cause évitable, avec une économie compétitive tirée par les secteurs agro-alimentaires et industriels à haute valeur ajoutée et par une exploitation minière au bénéfice de la société ...

COOPERATION

DEVELOPPEMENT

SOCIETE



Coopération sino-burundaise

La coopération sino-burundaise de plus en plus renforcée (page 4)



Corridor Central

Le Corridor Central au service de la mobilité des marchandises (page 5)



Messages de haine

Les messages de haine n'ont pas de place dans les chansons (page 6)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

Editorial

La prudence s'impose



Benjamin Kuriyo,
Directeur de publication.

l'échange des textos, des appels vidéo, des messages vocaux, Cette façon de communiquer, de partager ses idées comme bon nous semble entrave le travail des médias. La consommation des informations contaminées n'est plus à démontrer.

Les fausses informations inondent les réseaux sociaux. La récente interpellation du général Alain Guillaume Bunyoni met les professionnels des médias à rude épreuve. La présidente du Conseil National de la Communication (CNC) parle d'une semaine chaude avec beaucoup de rumeurs. Dans une conférence de presse de ce matin, Vestine Nahimana félicite les médias qui ont gardé leur sang-froid face à

la tournure des événements. Par ailleurs, la patronne du CNC met en garde les médias qui diffusent des informations non vérifiées.

A la veille de Pâques, une jeune femme qui détient un débit de boisson à la frontière burundo-tanzanienne a été victime d'un lynchage médiatique. Son expulsion par l'administrateur sur base de grognons infondés n'a duré que le temps de la rosée. Le même jour, le gouverneur de la province de Muyinga a annulé la décision de l'administrateur.

Chers professionnels, les rumeurs, les fausses informations pullulent sur les réseaux sociaux. Il en est de même pour les messages haineux qui foisonnent.

Les internautes profitent de leur anonymat « supposé » ou se cachent derrière des pseudonymes, des avatars pour exposer au grand public leurs rages, les blessures du passé, les plaies qui ne se cicatrisent pas. Ils se lancent des injures, calomnient les gens ou diffusent des informations montées de toutes pièces, tout se retrouve sur la toile.

Les médias doivent non seulement initier des programmes d'éducation aux médias, mais aussi mettre en place des outils pour traquer les rumeurs, les fausses informations, les images obscènes diffusées et partagées à longueur de journées. La vérification rigoureuse des

sources d'informations est de mise pour contrecarrer les rumeurs qui empoisonnent l'opinion. Le recours au scoop qui passionne tant les journalistes, la publication des informations dans la fraîcheur des événements est un choix, mais il y a un prix à payer. Un ancien journaliste et ex-patron du CNC dira lors d'une rencontre avec les responsables des médias que vaut mieux ajourner la publication d'une information au lieu de publier une information déséquilibrée et non vérifiée. Il invitait les journalistes à veiller au respect du Code de déontologie et de la loi sur la presse pour servir réellement de guide à la société.

Les rumeurs, la désinformation et les fake news gagnent du terrain. L'évolution technologique apporte des facilités pour partager les informations à travers

COMMERCE

Baisse des prix de certaines denrées alimentaires

Effet de l'exonération ou simple coïncidence ?

Depuis quelques jours, les prix du riz et des grains de maïs sont en baisse sur les différents marchés de la capitale économique Bujumbura. Pour certains, c'est la mesure du ministère en charge des finances qui commence à porter ses fruits, pour d'autres c'est juste parce que c'est la période où ces deux produits sont en abondance

Les prix de la plupart des produits récemment exonérés de la taxe ad valorem de 1.5% de la valeur en douane sont restés les mêmes sur les marchés de Bujumbura. Comparativement aux jours antérieurs, seuls le riz et les grains de maïs sont les seuls produits de cette catégorie dont les prix ont chuté. Alors que le riz le moins cher s'achetait à 4000 FBu par kilo il y a de cela 2 semaines, aujourd'hui le kilo est à 3300 FBu. Un kilo de grains de maïs qui se vendait à 2200 FBu est aujourd'hui à 1800 FBu.

Lorsque nous sommes passé au marché Ngagara II dit « cotebu » au matin de ce mercredi 19 avril 2023, un kilo de la farine de manioc dit Ikiwunde s'achetait entre 2800 FBu et 3800 FBu. Un kilo de la farine de maïs produit localement était à 2600 FBu. Pour le cas du sucre, c'est carrément une pénurie. Au lieu de baisser, le prix du sucre ne cesse d'augmenter et le prix peut aller jusqu'à 3000 FBu au lieu de 2500



« La baisse des prix pour le riz et les grains de maïs n'a rien à voir avec la mesure du ministère ayant les finances dans ses attributions ».

FBu officiel. Et, bien sûr, chez les rares commerçants qui en vendent encore.

Plutôt une simple coïncidence ?

Selon les vendeurs de ces denrées rencontrés sur leurs lieux de travail, la baisse des prix pour le riz et les grains de maïs n'a rien à voir avec la mesure du ministère ayant les finances dans ses attributions. Selon Eric Niyomukiza, c'est plutôt la loi de l'offre et de la demande qui s'applique et rien que ça. « Dans une période d'abondance d'un produit son prix est automatiquement revu à la baisse. C'est le cas des grains de maïs et du riz. La preuve en est que cette baisse ne concerne que ces deux produits alors qu'on en a exonéré sept », fait-il savoir.

Comme il l'explique, la récente mesure d'exonérer certaines

denrées alimentaires de la taxe ad valorem de 1.5% de la valeur en douane n'a eu aucun impact sur les prix de celles-ci. Pour lui, tant qu'il y aura pénurie des devises, il y aura toujours cherté des denrées alimentaires. Cependant, il s'inquiète pour la durabilité de cette baisse de prix vu que la production agricole locale ne dure normalement longtemps. Il craint que d'ici peu, ces prix puissent encore augmenter même pour ces deux produits.

Baisse des prix par rapport à quand ?

Malgré la baisse de prix de ces deux denrées alimentaires, les consommateurs rencontrés regrettent que les prix restent quand même en hausse comparativement à la même période des années passées. Cela met les consommateurs dans l'inconfort vu que ces produits

constituent les aliments de base pour la plupart des citoyens.

Rappelons que la mesure d'exonérer de la taxe ad valorem de 1.5% de la valeur en douane pour certaines denrées alimentaires émane du communiqué rendu public le 30

mars 2023 par le ministère ayant les finances dans ses attributions. Les produits concernés par cette mesure sont le haricot sec, le riz, la farine de manioc et de maïs, le sucre, le manioc et les grains de maïs.

Florence Inyabuntu

BurundiEco
Média d'information socio-économique et politique

C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB dans les enceintes de Hope Design

Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi
Tirage : 3000 exemplaires
Directeur de publication et Rédacteur en chef : Benjamin Kuriyo
Rédacteur en chef adjoint : Mélance Maniragaba
Service commercial : +257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 17 Mars 2023

Sources : BRB/www.brb.bi et divers

Monnaies étrangères	Marché officiel		Marché parallèle	
	Acheteur	Vendeur	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2057	2090	3850	3880
Euro	2188	2224	3990	4050
Shi. Kenyan	16,1801	16,4411	26	26,5
Shi. Tanzanien	0,8792	0,8934	1,2	1,25
Shi. Ougandais	0,5523	0,5612	0,7	0,8
Fr Rwandais	1,8896	1,9201	3	3,05

Forum national sur le développement, 2^{ème} édition

Une économie efficace pour être compétitive

Les ressources naturelles dont regorge le pays notamment les terres, l'eau, les mines, la production agricole... sont peu exploitées. Afin de réussir une amélioration efficace de l'économie, le pays doit passer par la modernisation de l'agriculture, l'accès universel à l'électricité, une exploitation durable des mines et carrières, le développement d'une industrie manufacturière compétitive... tel que stipulait dans le forum national sur le développement du 20 au 21 avril 2023

Selon Dr Eric Ngendahayo, un des panélistes, pour être compétitive, l'économie doit être efficace.

« La notion de l'efficacité économique touche au moins 80% de l'énoncé de la Vision Burundi Pays Emergent en 2040 et Pays Développé en 2060 », précise-t-il. Cette notion est matérialisée par la mobilisation des ressources et l'utilisation de ces ressources.

Pour lui, il existe des ressources dont on dispose (ressources minières, hydrauliques, des ressources humaines).

« Toutefois, on ne peut pas avoir des ressources dont on ne dispose pas assez, notamment des ressources humaines techniquement qualifiées ou des ressources financières », informe-t-il.

Dr Ngendahayo indique que l'efficacité économique se comprend autour de 8 objectifs, à savoir : le développement d'une agriculture créatrice de richesses et catalyseur de sécurité

alimentaire, l'augmentation de la production et l'amélioration de l'accès à l'énergie, l'amélioration des infrastructures de logistique et l'accessibilité de toutes les zones, l'assainissement et la stabilisation du cadre macroéconomique, le développement du secteur industriel et de sa compétitivité, le développement du secteur des services financiers et des nouvelles technologies de l'information, le renforcement du secteur des services et la réduction progressive de la dépendance vis-à-vis des aides.

45% des Burundais souffrent de l'insécurité alimentaire

Dr Ngendahayo rappelle que le pourcentage du budget de l'Etat alloué à l'agriculture est à 9,4%.

D'après lui, il faut qu'il se maintienne à 10% en 2040 voire plus en 2060. Pourquoi on ne l'augmente pas, s'interroge-t-il ? Le budget de l'Etat reconnaît Dr Ngendahayo, est amené à croître chaque année. Avec 10% sur 5 fois, il y aura une augmentation conséquente.

Et de marteler : « Dans les pays développés, le secteur agricole est hautement subventionné. C'est rare qu'on ait un secteur agricole qui est rentable. Ce qui fait que s'il n'est pas subventionné, ceux qui y investissent se retournent vers d'autres secteurs plus rentables » avant d'insister qu'on a besoin de développer ce secteur pour la simple raison d'assurer la sécurité alimentaire.

« Aujourd'hui, on estime que 55% de la population vivent en sécurité alimentaire, c'est-à-dire que 45% de la population vivent en



24% de la population vit à moins d'1 km d'une route praticable.

insécurité alimentaire », explique-t-il. Toutefois, il indique que les engrais et les semences sont subventionnés. Et de renchérir : « Mais, il faut également investir dans la recherche agroéconomique ».

D'après lui, une personne qui vit en sécurité alimentaire mange 3 fois par jour au minimum. Elle mange des féculents 3 fois par semaine, des protéines animales et végétales trois fois par semaine, mange les fruits trois fois par semaine... Pour y arriver, il faut avoir une production agricole minimale.

Moindre connexion à l'énergie

Dr Ngendahayo précise que seulement 20,5% de la population burundaise sont connectés à l'énergie dont 8% branchés essentiellement sur des connexions individuelles solaires au niveau de chaque ménage.

« 9,1% de la population rurale sont connectés au réseau national. Pourtant, l'objectif est d'atteindre 80% de connexion sur le réseau national. Les 20% restants c'est pour des réseaux isolés ou des réseaux solaires à domicile », fait-il savoir.

Il confirme que 56% de l'énergie est produite par l'énergie renouvelable. Le reste est produit par l'énergie non renouvelable du fuel, du diesel... Ce qui notifie des capacités non exploitées dans le renouvelable.

Des routes toujours impraticables

Dr Ngendahayo avoue que 63% du réseau routier bitumé ou non bitumé est praticable en toutes saisons.

« 37% de la population rurale ont des routes qui ne leur permettent pas d'accéder chez eux s'il y a une goutte de pluie qui tombe. Or, l'objectif est qu'en 2040, 90% des routes soit praticable en toutes saisons », déplore-t-il.

En zone urbaine, continue-t-il, 46% des routes sont bitumées ou pavées.

« L'indice de l'accessibilité rurale, représente la partie d'une population qui vit à moins d'1 km d'une route praticable, soit environ 24% de la population vit à moins d'1 km d'une route praticable à l'heure actuelle », dit-il.

Et de s'inquiéter : « 75% de la population en situation de maladie ne peuvent pas être évacués ». Quant à la qualité des routes internationales, du rail, des ports et des aéroports, poursuit Dr Ngendahayo, le pays est évalué à 15%, soit un niveau très faible.

Des industries à moderniser

Dr Ngendahayo précise que le secteur industriel contribue aujourd'hui à 17% au niveau du PIB national.

Le secteur des produits manufacturés (celui qui produit des produits quasiment finis) contribue à son tour à hauteur de 9%.

« La part des exportations des technologies pour fabriquer les produits manufacturés est à 0,17%. Il n'y a pas ou il y a peu d'innovation dans ce volet d'exportation. Ce qui fait que les prix seront dictés par les pays extérieurs, surtout que les produits fabriqués localement ne sont plus compétitifs », souligne-t-il.

Pas de recettes originaires des minerais

Dr Ngendahayo témoigne qu'on n'a pratiquement pas d'entrée au niveau des recettes publiques et même des recettes privées en provenance du secteur minier.

Depuis 60 ans, on n'arrive pas à exploiter le nickel. Il avoue qu'on a des problèmes de traçabilité, des problèmes de capacités de connaître les réserves dont on dispose, des problèmes de capacités de négocier les contrats avec les multinationales qui opèrent dans le secteur minier. Cela sans oublier l'absence d'une école des mines, des capacités de recherche, de la sauvegarde environnementale lors de l'exploitation minière...

Mélance Maniragaba

FORUM NATIONAL DEVELOPPEMENT

Vision Burundi pays émergent en 2040 et pays développé en 2060

L'engagement de l'Etat est primordial

La deuxième édition du Forum national sur le développement du Burundi s'est tenue à Bujumbura du 20 au 21 avril au Palais des Congrès de Kigobe. Le thème était : « Vision Burundi pays émergent en 2040 et pays développé en 2060 ». L'économiste Salomon Nsabimana a présenté un exposé en rapport avec l'engagement de l'Etat pour atteindre les résultats escomptés. Pour lui, le leadership doit primer sur tout

L'engagement de l'Etat est primordial pour répondre efficacement aux attentes de la deuxième édition du Forum national sur le développement du Burundi. Le thème général était : « Vision Burundi pays émergent en 2040 et pays développé en 2060 ». Dr Salomon Nsabimana, enseignant à l'Université du Burundi dans la faculté des Sciences Economiques et de Gestion donne des détails sur l'engagement de l'Etat pour atteindre cette vision. Pour lui, l'engagement de l'Etat se trouve parmi les piliers de cette vision et concerne la qualité de la gouvernance. Cet économiste fait le point sur les enjeux de la vision Burundi pays émergent en 2040.

Parmi les enjeux de cette vision figure une amélioration des conditions et de la qualité de vie de



Selon l'économiste Salomon Nsabimana, l'Etat doit s'engager pour qu'il n'y ait pas les troubles sociaux, les insurrections, les mouvements qui fomentent des troubles à cause de l'insatisfaction collective.

la population avec une croissance démographique soutenable. Une transformation structurelle de l'économie et une accélération de la croissance économique sans entrave à l'équilibre écologique sont aussi envisagées. En outre, la prise de décisions doit être basée sur l'évidence (les données fiables) et une approche de gestion et de financement axée sur les résultats ou les programmes. Alors,

l'engagement de l'Etat s'inscrit dans le paradigme de l'analyse économique des institutions et est inclus dans la vision du Burundi pays émergent en 2040.

Objectifs de l'engagement de l'Etat

Selon Dr Nsabimana, deux objectifs sont pris en compte : l'amélioration des capacités institutionnelles

de l'Etat et le renforcement de l'engagement politique efficace de l'Etat. Par efficacité gouvernementale, on sous-entend les capacités statistiques, la transparence, l'appareil de sécurité et la mobilisation des aides au développement. Tous ces éléments constituent les bases de l'évaluation des pays.

En plus de cela, le leadership doit primer sur tout. L'économiste montre que le leadership fait allusion à la lutte contre la corruption qu'elle soit politique ou administrative, la gestion publique, la question des marchés publics, la transparence, les contrats, etc. Il faut éviter les troubles sociaux, les insurrections, les mouvements qui fomentent des troubles à cause de l'insatisfaction collective.

Les pistes d'intervention prioritaires

Il faut digitaliser l'administration publique et améliorer la qualité des services offerts aux citoyens. A ne pas oublier aussi le développement de l'économie numérique. Selon Dr Nsabimana, la digitalisation des services est prioritaire parce que la digitalisation des administrations publiques améliore l'efficacité et la promotion du secteur privé et permet de gagner du temps. Elle améliore le climat des affaires. En plus, il faut renforcer la décentralisation et la déconcentration, c'est-à-dire la

mise en place des guichets uniques, la rapidité des services de la fiscalité, des services de la protection civile, de l'urbanisme, etc. Qu'à cela ne tienne, on ne peut pas arriver aux résultats escomptés sans pour autant maîtriser le rythme de la croissance démographique.

Pour faire comprendre un peu plus l'engagement de l'Etat, Dr Nsabimana indique que c'est un paradigme d'analyse économique des institutions. Cette analyse permet de cerner la qualité des institutions politiques, les choix des détenteurs des pouvoirs politiques, le leadership fort et visionnaire, mais aussi la coopération avec les partenaires et les organisations externes.

Alors, l'engagement de l'Etat cadre avec l'énoncé du thème « Vision Burundi pays émergent en 2040 et pays développé en 2060 ». Il est libellé comme suit : « A l'horizon 2040, le Burundi sera un pays paisible où chacun vivra dans des conditions décentes, où personne ne mourra d'une cause évitable, avec une économie compétitive tirée par les secteurs agro-alimentaires et industriels à haute valeur ajoutée et par une exploitation minière au bénéfice de la société ; le tout, dans un environnement naturel préservé et avec la prise en compte du genre et de l'équité. »

Gilbert Nkurunziza

La coopération sino-burundaise de plus en plus renforcée

Dans un entretien exclusif accordé à la rédaction du journal Burundi Eco, l'ambassadeur de la République Populaire de Chine au Burundi se dit satisfait de la coopération entre les deux pays. Elle revient sur les grands axes de coopération dans le domaine de la santé, des infrastructures socio-économiques et les résultats probants dans le secteur agricole

« Les relations d'amitié sino-burundaises sont caractérisées par une confiance politique mutuelle approfondie et un soutien ferme dans les affaires internationales sur des problèmes qui touchent aux intérêts vitaux et aux préoccupations majeures de part et d'autre », indique Mme Zhao Jiangping, ambassadeur de la République Populaire de Chine au Burundi.

Cette confiance politique mutuelle constitue un atout pour élargir une coopération gagnant-gagnant dans divers domaines. Le domaine des infrastructures socio-économiques rime avec l'initiative « la ceinture et la route » lancée en 2013 par le Président chinois Xi Jinping. Ainsi, le Burundi a signé un accord de coopération avec la Chine pour participer à cette initiative comme 52 pays africains.

Un transfert de la technologie

Pour réduire le déficit énergétique, la Chine vient d'achever une centrale hydroélectrique de 15 MW. Cette infrastructure érigée sur la rivière Ruzibazi a été inaugurée en septembre 2022. « Pour le moment, une équipe technique a été dépêchée pour garantir efficacement le fonctionnement et la maintenance des trois centrales hydroélectriques, à savoir : la centrale de Mugere, la centrale de Ruvyironza et la centrale de Gikonge. Les experts chinois travaillent en partenariat avec des techniciens burundais qui, à leur tour, pourront assurer la maintenance de ce genre d'infrastructures », détaille Mme Zhao Jiangping.

Pour le projet de déviation de la route nationale N°1, la Chine vient de finaliser l'appel d'offre de ce projet. L'entreprise chinoise sélectionnée va commencer les préparatifs pour entamer les travaux vers le troisième trimestre de cette année. Concernant le projet de réhabilitation et d'extension de l'aéroport international de



Mme Zhao Jiangping, ambassadeur de la République Populaire de Chine au Burundi : « La partie chinoise espère continuer à accompagner la partie burundaise dans l'amélioration de la sécurité alimentaire ».

Melchior Ndadaye, les deux parties ont fixé ce projet par un échange de lettres en février 2022. L'entreprise chinoise de gestion va envoyer des experts à Bujumbura en mai prochain. « Les travaux porteront sur la rénovation de la piste et des aires de stationnement, la construction d'une tour de contrôle et d'administration, la fourniture des équipements de contrôle aérien, de communication et de météorologie », fait savoir Mme Zhao Jiangping.

Une vision partagée sur la sécurité alimentaire

Par rapport aux programmes à mettre en place pour améliorer la sécurité alimentaire, les deux Chefs d'Etat partagent la même vision. Le Président chinois Xi Jinping a souligné qu'un pays comme la Chine doit « assurer au peuple son bol de riz quotidien ». Tout comme ce que le Président Ndayishimiye a indiqué : il faut que « chaque bouche ait à manger ».

Pour partager les expériences et soutenir les efforts du gouvernement burundais visant l'autosuffisance alimentaire, la Chine a dépêché depuis 2009 au total 45 agronomes au Burundi au cours de cinq missions de coopération consécutives.



Inauguration de la centrale hydroélectrique d'une capacité de 15 MW construite sur financement de la Chine (Septembre 2022).

Pratique des techniques agricoles modernes

La 5^{ème} mission de coopération technique (de mars 2021 à mars 2023) a obtenu des succès encourageants. La Chine apporte son expertise au niveau de la recherche pour multiplier les semences sélectionnées. Les agronomes chinois ont déjà sélectionné les 13 variétés de riz hybride dont 7 ont été homologuées par des services compétents du Burundi.

En outre, le centre pilote agricole Gihanga a distribué en juillet 2022 à 11 coopératives de 5 provinces 13 tonnes de semences CIBUCO 1, une variété performante et résistante contre la pyriculariose qui sévit dans des régions montagneuses, se réjouit Mme Zhao Jiangping.

Des villages de démonstration au micro-crédit agricole

La Chine met à contribution son expertise dans le financement agricole via une approche purement communautaire. Le centre offre aux agriculteurs les semences et les engrais, les accompagne durant toute la saison. Après la récolte, les agriculteurs mettent de l'argent sur un compte spécial pour l'achat ultérieur d'intrants. « Les experts chinois ont combiné la sécurité alimentaire avec la tâche d'aider la population rurale à se débarrasser de la pauvreté en créant un fonds d'investissement productif pour développer la culture du riz hybride dans le village de Buringa 4 en commune de Gihanga », explique l'ambassadeur de la République Populaire de Chine au Burundi.

Ce modèle a été vulgarisé dans 22 villages de démonstration de 14 provinces. Et jusqu'en mars 2023, la superficie affectée à la riziculture dans les villages de démonstration a atteint 4 000 hectares. Le rendement de ces champs a augmenté à hauteur de 15 000 tonnes et le revenu des riziculteurs a connu une augmentation de 7,5 millions USD.



Visite du chef de l'Etat effectuée au Centre au centre de démonstrations des techniques agricoles de Gihanga appuyés par l'ambassade de Chine au Burundi (19 août 2021).

Une dizaine de jeunes formés en techniques agricoles

Pour pérenniser les acquis, les experts chinois ont organisé des formations techniques pour 3 050 personnes et 48 jeunes ont bénéficié d'une formation professionnelle globale de 18 mois. Ils assurent actuellement la fonction de moniteurs agricoles dans 22 villages de démonstration du pays. La 6^{ème} mission de coopération comptera 10 agronomes chinois. Elle va mettre l'accent sur les expérimentations, les démonstrations dans les domaines du riz, du maïs et des champignons comestibles, de l'élevage de la volaille, de l'aquaculture et de la recherche sur la production locale des semences de riz hybride. « La partie chinoise espère continuer à accompagner la partie burundaise dans l'amélioration de la sécurité alimentaire », annonce-t-elle.

Des médecins chinois au chevet des populations

Au moment où le Burundi fait face au départ massif des médecins vers d'autres pays, Mme Jiangping parle de la mobilité de main d'œuvre qui tend à se généraliser à l'échelle mondiale. Des médecins canadiens, australiens migrent vers les Etats-Unis ou rejoignent l'Europe, commente-t-elle.

Toutefois, cela n'empêche pas la Chine d'apporter sa contribution dans le renforcement du système sanitaire burundais. « Depuis 1987, la province chinoise de Qinghai a envoyé 21 missions médicales avec un total de 459 personnes. Maintenant, 29 médecins chinois travaillent dans 3 hôpitaux burundais en fournissant des soins médicaux gratuits à la population locale », révèle Mme Zhao Jiangping.

Le jumelage des hôpitaux pour améliorer la santé des populations

Pour mettre en place « une communauté de santé pour l'humanité » lancée par le Président Xi Jinping et pour renforcer les capacités de soins de santé du Burundi, un système de jumelage a été établi entre l'hôpital de Gitega et l'hôpital de Qinghai. A partir de 2022, des formations en ligne et en pratique ont été organisées afin de réduire la mortalité maternelle, néonatale et infantile-juvénile. Ce modèle de coopération a permis de renforcer les capacités du personnel médical local et d'améliorer la qualité des soins de santé dans le pays.

En outre, la Chine a offert des bourses d'études aux étudiants burundais pour qu'ils puissent étudier la médecine en Chine, acquérir des compétences médicales et ensuite retourner au berceau pour servir leur pays. Dans cette logique d'appuyer le secteur éducatif, la Chine a offert un don de 3 écoles fondamentales, un institut supérieur (l'Ecole Normale Supérieure), et un centre de formation professionnelle à Kigobe. En plus des bourses d'études, la Chine compte organiser des séminaires bilatéraux et multilatéraux pour renforcer les capacités des ressources humaines. « 40 étudiants de l'Université du Burundi issus de familles démunies vont bénéficier des frais académiques dans le cadre du « prix de l'ambassadeur chinois » qui sera lancé prochainement », assure Mme Zhao Jiangping.

Benjamin Kuriyo

Le Corridor Central au service de la mobilité des marchandises

L'Agence de Facilitation du Transport de Transit du Corridor Central (AFTTCC) se range dans la vision des pays membres pour investir dans les infrastructures de transport et faciliter le commerce. Maître Flory Okandju, Secrétaire Exécutif de l'AFTTCC déclare prioriser le plan quinquennal de l'agence et une des priorités est la construction du chemin de fer à écartement standard (SGR). Interview exclusive

« Une année à la tête de l'AFTTCC, c'est beaucoup, mais c'est aussi peu et nous nous sentirons plus confortable si les bénéficiaires des actions de l'agence se prononcent sur la manière dont l'agence fonctionne », fait remarquer Maître Flory Okandju, Secrétaire Exécutif de l'AFTTCC mardi le 18 avril 2023 alors qu'il accordait une interview à Burundi Eco, une date correspondant à une année qu'il vient de passer à la tête de l'agence.

Le patron de l'AFTTCC était en mission de travail au Burundi. Il a précisé que l'objectif de cette visite était de faire le suivi des instructions données par le Burundi et la République Démocratique du Congo (RDC). Cela lors du conseil des ministres qui s'est tenu à Kinshasa en RDC le 30 mars 2023 et ces instructions étaient relatives à la mise en œuvre du projet de chemin de fer à écartement standard (SGR) Uvinza-Gitega-Bujumbura-Uvira-Kindu.

Et de renchérir : « Nous sommes venu ici pour savoir comment le Burundi se prépare à la mise en œuvre de ce projet. Nous avons constaté que le Burundi est prêt, s'engage et se déploie pour remplir la part de ses obligations ».

Le plan quinquennal, une priorité

Maître Flory Okandju indique que les réalisations sont tenues en compte par rapport à différents secteurs (transport ferroviaire, maritime, routière...) et conformément aux réformes administratives. Maintenant, explique-t-il, nous avons un manuel de gestion des ressources humaines. Ce qui améliore la gouvernance au sein du Corridor.

Et de préciser : « Cependant, nous avons une seule priorité, celle de la mise en œuvre du plan stratégique quinquennal du Corridor Central qui va se terminer en 2025. Celui-ci constitue la priorité des projets élaborés par les gouvernements. Il regorge d'un certain nombre d'activités qui doivent être réalisées dans le temps et dans l'espace » avant de signaler que les projets phares s'orientent vers les projets de construction du chemin de fer à écartement standard (SGR) à l'instar de celui reliant la Tanzanie, le Burundi et la RDC (Uvinza-Musongati-Gitega-Bujumbura-Uvira-Kindu).

Une mobilisation de fonds progressive pour le projet tripartite de construction de chemin de fer Uvinza-Musongati-Gitega-Bujumbura-Uvira-Kindu

Le Secrétaire Exécutif du Corridor Central informe que par exemple pour le chemin de fer reliant la Tanzanie, le Burundi et la RDC, la mobilisation des fonds est progressive.



Maître Flory Okandju : « Nous avons constaté que le Burundi est prêt, s'engage et se déploie pour remplir la part de ses obligations dans le projet tripartite de construction du chemin de fer à écartement standard (SGR) ».

Selon lui, il existe des fonds propres des Etats et d'autres fonds débloqués par les partenaires financiers de ces Etats.

« Pour ce qui est du financement de la phase I, section Uvinza-Musongati-Gitega, aujourd'hui la Tanzanie et le Burundi sont en train de recruter un consultant pour construire la voie. Les fonds sont déjà disponibles pour démarrer les travaux », précise-t-il.

Et de marteler : « La mobilisation des fonds évolue très bien. Ce n'est donc pas nécessaire de débiter les travaux avec l'acquisition de l'enveloppe globale » avant d'annoncer que le début des travaux pour la 1^{ère} phase se fera dans un avenir proche. Il demande juste un peu de patience.

Pour la phase II, section Gitega-Bujumbura-Uvira-Kindu, Maître Flory Okandju informe que le Burundi et la RDC se sont engagés déjà à financer les études de faisabilité.

C'est après cette étape qu'on va franchir l'étape supérieure qui consiste en la mobilisation des fonds.

Les Etats vont décaisser une partie des fonds dans le trésor public ensuite on va passer à la mobilisation des fonds auprès des

partenaires financiers sous forme de dons, de crédits ou de prêts.

Le patron du Corridor Central témoigne que le projet de chemin de fer suscite l'espoir de plus d'une personne dans la région. « L'engouement est là. Chacun veut voir le chemin de fer passer dans son village ou devant sa maison. Cela parce que le chemin de fer va booster le développement socio-économique de la sous-région », certifie-t-il.

Un Corridor pour accompagner les Etats

Maître Flory Okandju rappelle que la mission de l'agence n'est pas de déterminer les tracées par lesquelles va passer le chemin de fer. Plutôt, c'est d'accompagner les Etats dans les études de faisabilité. Ce sont ces études qui vont déterminer le lieu par lequel passera le chemin de fer. Elles détermineront aussi le coût de la faisabilité et la viabilité économique du projet ainsi que le volume du cargo qui passera sur cette voie.

Il certifie également que les études de faisabilité déterminent l'état des reliefs par rapport à la tracée. Ce qui est déterminé par les experts.

« Toutefois, en tant que Secrétaire Exécutif du Corridor Central, nous nous rangeons dans la vision des

Etats. Au niveau de la RDC par exemple, les villes concernées sont d'abord la ville d'Uvira et la ville de Kindu », dévoile-t-il.

Pour lui, la ville d'Uvira est le point d'entrée du chemin de fer après la connexion sur Bujumbura tandis que Kindu en constitue le terminal.

Améliorer les infrastructures

Maître Flory Okandju avise que les infrastructures de transport et de commerce au sein des pays membres du Corridor Central, à savoir : le Burundi, la RDC, le Rwanda, l'Ouganda et la Tanzanie continuent à être améliorées.

« Evidemment, il existe des infrastructures en bon état et d'autres qui nécessitent d'être améliorées ou d'être adaptées aux standards, réhabilitées. Cela sur base des budgets disponibles », fait-il savoir avant de se réjouir que les Etats membres et le Secrétariat Exécutif du Corridor Central font souvent des plaidoyers pour améliorer les infrastructures.

Au Burundi, continue-t-il, des efforts pour améliorer les infrastructures de transport et de transit sont une réalité, notamment la réhabilitation de la route reliant la Tanzanie et le Burundi via la frontière de Mabanda dans la province de Makamba,

la construction des nouveaux postes frontières à arrêt unique, la construction des aires de repos pour les camions, la construction des ports secs...

Et de féliciter le gouvernement du Burundi qui est en train de réhabiliter le port de Bujumbura. Celui-ci va faciliter la fluidité de la mobilité des marchandises entre la Tanzanie, le Burundi, la RDC et la Zambie. Il l'invite à penser à moderniser le port de Rumonge qui contribuera à désengorger le port de Bujumbura.

Cependant, Maître Flory Okandju avise que partout dans le monde, on a besoin du transport multimodal.

Et de poursuivre : « Dans sa globalité, le transport ferroviaire et maritime est moins coûteux. D'ailleurs, ce transport contribue à la préservation des routes donc la maintenance coûte cher, à la préservation de l'environnement pour respirer enfin un air frais et avoir une vie saine ».

Il avertit également que la voie multimodale est sécurisée. Quant au dragage des ports installés le long du lac Tanganyika, il signale que cela a été déjà fait sur financement de TradeMark Est Africa au port de Kalundu en RDC et que, selon les possibilités, on va le faire sur d'autres ports.

STACON pour éviter de se fixer des limites

Maître Flory Okandju signale que le Conseil Consultatif des Parties Prenantes (STACON) est un organe du Corridor Central qui regroupe les acteurs du secteur public et du secteur privé.

Chaque année, des réunions du STACON sont organisées. « La particularité pour cette année (2023) est que la réunion a été organisée dans les pays membres. Elle sera organisée au niveau régionale par après », explique-t-il avant d'indiquer que dans les années antérieures, la réunion s'organisait à Dar-es-Salaam.

D'après lui, cette année, l'agence a voulu d'abord consulter les acteurs ou parties prenantes dans les pays membres respectifs. Ce qui présente des avantages, entre autres la langue utilisée, le plus grand nombre des parties consultées.

« Si on les invite à Dar-es-Salaam, les dépenses seront énormes. D'ailleurs les participants seraient moins nombreux », déplore Maître Flory Okandju.

Par ailleurs, précise-t-il, les difficultés liées au commerce sont maîtrisées selon les habitants d'une région. Ce sont eux qui vivent le problème au quotidien.

Le Patron de l'AFTTCC annonce qu'il est prévu au mois de juin 2023 une réunion pour consolider les différents rapports issus des réunions du STACON. Le condensé des rapports sera soumis au conseil d'administration et des ministres au niveau régional et le Secrétariat Exécutif du Corridor Central va s'impliquer dans la mise en application des recommandations. Cela afin de faciliter le commerce dans la région.

Maître Flory Okandju demande enfin aux Etats membres du Corridor Central une bonne collaboration et un accompagnement des directives et des orientations pour améliorer sa mission.



Les infrastructures de transport et de commerce au sein des pays membres du Corridor Central, à savoir : le Burundi, la RDC, le Rwanda, l'Ouganda et la Tanzanie continuent à être améliorées.

Mélance Maniragaba

PRODUIT DU MOIS

ETIQUETTES

Mettez en valeur vos produits et surfaces avec une étiquette personnalisée. Avec sa visibilité illimitée et le résultat d'impression optimal assuré ; Elle représente le support le plus pratique et économique en matière de communication.



Notre équipe de conception graphique vous apportera son aide pour créer une étiquette qui convient à votre entreprise, à votre produit !

[f imprimerie.hopedesign.3](https://www.facebook.com/imprimerie.hopedesign.3) [S hopedesign1](https://www.instagram.com/hopedesign1) hopedesign@hopedesign.bi www.hopedesign.bi

[\(+257\) 22 27 59 44](tel:+25722275944) [\(+257\) 61 103 103 / 79 10 11 11](tel:+2576110310379101111) [Siège : Chaussée d'Uvira à 400 m de l'Ex-BINU](#)

SOCIETE

Les messages de haine n'ont pas de place dans les chansons

Dans les pays post-conflits, les chansons peuvent être des vecteurs de message de haine et créer des divisions au sein de la société. Le journaliste et artiste Abbas Mbazumutima trouve qu'il faut dénoncer ces chansons afin de limiter les dégâts. Les parties prenantes devraient réfléchir en terme de postérité et penser les impacts de ces messages dans le futur

Abbas Mbazumutima explique que les chansons peuvent véhiculer des messages de haine ou des appels à la violence. Et cela se remarque souvent lors des propagandes, des campagnes électorales. Ces chansons ne sont pas assez contrôlées. Les groupes de personnes commencent à se chicaner dans les chansons et finissent par en venir aux mains. Ces chansons contribuent d'une manière ou d'une autre, de près ou de loin à l'aggravation de la crise. Selon lui, de tels cas s'observent depuis des décennies. « Est-ce que certaines chansons ne méritent pas un certain toilettage? », s'interroge-t-il. Le pire arrive quand ces chansons passent en boucle sur les radios. « Dans ce cas, l'autre groupe se sent directement visé ».

Quelles visées pour les auteurs ?

Comme postulat de base, tout message soutenu par une idéologie



Abbas Mbazumutima, journaliste et artiste : « Que tous les camps essaient de voir si tous les messages qu'ils déversent sont bon pour la génération future ? s'ils sont constructifs ? s'ils peuvent aider à la réconciliation, à la consolidation de la paix ? »

politique, sous-tendue par est une chanson de ralliement, qui est utilisée pour les compétitions. Quelquefois, quand il s'agit de la campagne électorale, on dirait

que tous les coups sont permis pour mettre à terre son adversaire. Pour lui, l'objectif de la campagne électorale est de ne pas terrasser son adversaire. Quand les gens

composent ces chansons avec une visée de vouloir mettre à terre, déranger, agacer un autre groupe, cela devient dangereux.

Pour Mbazumutima, le message est clair. « Que tous les camps essaient de voir si tous les messages qu'ils déversent sont bon pour la génération future ? s'ils sont constructifs ? s'ils peuvent aider à la réconciliation, à la consolidation de la paix ? »

Aux médias, le journaliste et artiste Mbazumutima rappelle de vérifier toujours avant la diffusion d'un message. « Faire une sorte de répétitivité. Comment est-ce que les gens vont comprendre cette phrase, ce refrain ? ». Il faut se poser toutes ces questions, insiste-t-il.

Pour les chansons de propagande, il propose une commission de contrôle pour vérifier si elles sont bonnes à balancer. Les auteurs, les producteurs des chansons devraient réfléchir en terme de postérité. « Nous sommes dans un pays qui a connu des crises sociales, ce message pourrais-je le faire passer dans cinq ans ? ».

Les auditeurs doivent avoir le courage de dénoncer les chansons incitant à la haine afin de limiter les dégâts. A l'ère actuelle des réseaux sociaux, qu'il y ait des gens pour dénoncer ce message et dire qu'il n'a pas de place dans les chansons. Que le mal causé par les messages de haine par le passé ne s'éternise pas et, finisse par être à l'origine d'un perpétuel cycle de violences.

Bruce Habarugira